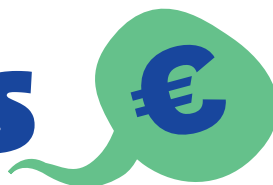


REGARDS ÉCONOMIQUES



N° 29 - Mai 2016

ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE FRANÇAIS : LA RECONQUÊTE ?

Selon l'Agence publique « Business France » chargée de promouvoir les investissements internationaux et l'exportation, 962 projets portés par des investisseurs étrangers ont été recensés en France en 2015, en baisse certes de 5% par rapport à 2014 (voir Regards économiques n°17) mais malgré tout, un tiers au-dessus de la moyenne des investissements effectués ces dix dernières années.

Ces projets ont permis de créer ou de maintenir 33 682 emplois en France, soit une hausse de 27% par rapport à 2014, ce qui constitue la meilleure année depuis 2007.

Cependant, près de la moitié des emplois ont été maintenus grâce à la reprise par des investisseurs étrangers de sociétés en difficulté ; ceci s'explique en partie par les reprises d'Arc International qui emploie 5 000 salariés, et d'Actissia (ex France Loisirs) qui compte 2 500 collaborateurs.

Le nombre d'emplois générés par les créations de sociétés ou les extensions d'installations existantes a néanmoins progressé de 8 %.

Quels types d'investissements ?

30 % des projets d'investissements étrangers ont concernés en 2015 des

sites de production ; ils ont représenté plus de 16 000 emplois créés ou maintenus sur le territoire. La R&D représente quant à elle 9% des projets d'investissements étrangers avec des investissements dans des laboratoires de recherche de Facebook, Samsung ou Microsoft.

L'Agence relève les efforts réalisés pour attirer les investisseurs étrangers à savoir, des mesures de simplification administratives, d'amélioration du régime fiscal des impatriés, de réforme de la fiscalité des actions gratuites pour attirer les start-up, ou de simplification de déclaration de la TVA pour les marchandises réexportées. Enfin, le passeport « talent » en cours de préparation, doit permettre de renouveler le visa pour quatre ans de tous les expatriés et leur famille.

La France doit cependant poursuivre ses efforts pour valoriser son image et attirer des investisseurs étrangers encore plus nombreux et ce dans un environnement très concurrentiel ; de nombreux pays émergents sont montés en gamme et offrent aujourd'hui un contexte attractif (en termes de qualité d'infrastructures notamment) à faible coût (Europe centrale...).



ZOOM

3^e version de l'application Made in Emplois disponible

La CFE-CGC a soutenu dès 2014 puis accompagné le développement de l'application Made in Emplois dont la 3^e version est aujourd'hui disponible. Cette nouvelle mouture permet à chaque utilisateur de se géo localiser sur une carte de France afin de repérer les sites de production et d'emplois, tous secteurs confondus et d'informer le consommateur sur le nombre d'emplois en France créés par chaque marque et chaque produit.

QUELQUES CHIFFRES:

2 185,3 Mds €

PIB France 2015

0,06 %

Inflation (moyenne des 12 derniers mois à fin avril)

2 097 Mds€

95,7 % du PIB
Dettes publiques
(fin du 4^e trimestre 2015)

-44,4 Mds€

Balance commerciale (douze derniers mois à fin janvier 2015)

10,3 %

Chômage au sens du BIT
(4^e trimestre 2015)

1 243 Mds€

56,8 % du PIB
Dépenses publiques 2014



2016 : LA REPRISE ?



PIB

Grâce à un regain de la demande intérieure, le PIB en volume augmente de 0,5% au premier trimestre 2016 après +0,3% au quatrième trimestre 2015. Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 1,2% après une diminution de 0,1% et la formation brute de capital fixe, qui évalue les investissements, augmente quant à elle de 0,9% après une hausse de 0,7%. Ainsi, la demande intérieure finale hors stocks contribue à la croissance du PIB pour +0,9 point (+0,2 point fin 2015).

Les exportations se replient légèrement (-0,2% après +2,1%) et dans le même temps, les importations ralentissent (+0,5% après +2,1%). Au final, le commerce extérieur contribue négativement à la croissance : -0,2 point après -0,4 point. Enfin, les variations de stock ont également contribué négativement à la croissance (-0,2 point après +0,5 point).

ENTREPRISES

Climat des affaires

Le climat des affaires est évalué grâce à un indicateur synthétisant les réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité.

Le climat des affaires est stable en avril 2016 (101) et se situe à son niveau de long terme (100). L'indicateur gagne 2 points dans l'industrie et le bâtiment et perd 1 point dans les services et 2 points dans le commerce de détail.

Capacités de production dans l'industrie

Sur les derniers mois, la demande globale et étrangère a augmenté d'après les industriels. Au cours du premier trimestre 2016, les industriels signalent d'ailleurs avoir davantage utilisé leur machines et équipements, le taux d'utilisation des capacités de production a ainsi augmenté par rapport au trimestre précédent (+1,2 point).

MÉNAGES

Confiance des ménages

Toujours en dessous de sa moyenne de long terme (100), l'indicateur de confiance des ménages s'est tout de même stabilisé en avril (94). On note une amélioration de la capacité d'épargne des ménages (+3 points) et

une perspective de situation financière quasi stable (-1 point) tout comme celle du niveau de vie (-1 point).

En revanche, les ménages ont de plus en plus de craintes de voir le chômage augmenter (+6 points).

Dépenses de consommation

En mars 2016, la consommation en biens des ménages continue d'augmenter (+0,2% après +0,5% en février et +1,0% en janvier). Sur l'ensemble du premier trimestre, la consommation des ménages en biens rebondit (+1,7% après -0,5%). La hausse de la consommation s'explique par l'augmentation des dépenses en énergie et des achats d'équipement du logement.

CHÔMAGE

A fin mars, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a diminué de 1,7% sur un mois, de 1,4% sur trois mois et progresse de 0,5% sur un an. Cette baisse touche toutes les catégories d'âges.

En tenant compte des catégories A, B et C, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 0,2% sur un mois, 0,4% sur trois mois et augmente de 3,0% sur un an. Cette fois le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, b et C diminue pour les moins de 25 ans (-0,4% sur un mois), pour ceux âgés de 25 à 49 ans (-0,2%) mais augmente pour les 50 ans et plus (+0,1%).

CONTACTS :

Alain Giffard,
secrétaire national
en charge du secteur
Économie et Industrie
alain.giffard@cfecgc.fr

Service Économie
Anne Bernard,
Justine Vincent
Francine Didier,
Kevin Gaillardet
kevin.gaillardet@cfecgc.fr

MAISON DE LA CFE-CGC

59 rue du Rocher
75008 Paris

+33 (0)1 55 30 12 12

www.cfecgc.org